

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

Illustration M. Arrow pour Archipel

UKRAINE/RUSSIE

Éloge de l'objection de conscience à la guerre et à sa préparation

Hommage à Léon Tolstoï.*

Un appel¹ vient d'être publié en France en soutien aux réfractaires de l'armée russe. Car ils existent, même si on en parle peu. Des témoignages font état de refus d'obéissance et de désertion de soldats, de conscrits, embarqués dans une sale guerre. Une de plus. «*Anciens déserteurs, réfractaires à la guerre d'Algérie et d'autres guerres plus récentes, objecteurs de conscience, insoumis au service militaire, antimilitaristes, nous sommes solidaires des réfractaires, insoumis, objecteurs et déserteurs de l'armée russe qui refusent de participer à la guerre menée en Ukraine. Ils doivent être accueillis dans le pays de leur choix, en tant que réfugiés politiques!*»

Ancien objecteur de conscience au service militaire (1985), j'ai signé cet appel. C'est l'occasion de rappeler la signification profonde de l'objection de conscience en s'appuyant sur les écrits de Léon Tolstoï.

Le «*grand écrivain de la terre russe*» avait soutenu en son temps les réfractaires au service militaire, sans pour autant encourager directement la démarche du refus. Il savait les

risques encourus par ces jeunes hommes qui, en conscience, ne voulaient pas être complices de meurtres, au nom de leurs convictions philosophiques ou religieuses. Cependant, dans ses écrits pamphlétaires, Tolstoï n'aura de cesse de dénoncer avec la plus grande virulence tous les pouvoirs qui, sous prétexte de se défendre contre des ennemis extérieurs, entretiennent une armée le plus souvent utilisée pour réprimer les tentatives de rébellion intérieure.

C'est ainsi que pour Tolstoï, le service militaire obligatoire est devenu un maillon indispensable dans la chaîne du pouvoir qui opprime et réprime. «*Le service militaire,*» écrit Tolstoï en 1901, «*loin d'être une fonction noble, en est une parfaitement vile. Sa mission est de maintenir dans la servitude, par la menace de l'assassinat ou par l'assassinat lui-même, des hommes dans les conditions injustes où ils se trouvent.*»² Ainsi, le plus souvent dans la Russie tsariste, l'armée est-elle amenée à intervenir pour disperser des rassemblements, briser des grèves, ou prélever les impôts par la force.

Tolstoï s'insurge contre la soumission des hommes à l'État par l'accomplissement du service militaire car elle implique le sacrifice de tout ce qui peut être cher à l'homme. «*Le service militaire obligatoire,*» écrit-il, «*accepté par tous les peuples sans contradiction, sans révolte, même avec une joie libérale quelconque, est une preuve éclatante de l'impossibilité pour l'homme social de se délivrer de la violence et de modifier l'état existant.*»³ L'État exige une discipline sans faille. Et «*la discipline,*» nous dit Tolstoï, «*c'est la destruction de l'esprit et de la liberté de l'homme; elle ne peut avoir d'autre but que la perpétration de crimes qu'un homme, dans son état normal, n'accomplirait jamais.*»⁴ Il est convaincu qu'en endossant l'uniforme militaire, l'homme abdique une part de sa propre humanité. «*L'entrée au service militaire,*» écrit-il, «*est la négation de toute religion quelle qu'elle soit et de la dignité humaine; c'est l'entrée volontaire en un esclavage qui n'a d'autre but que l'assassinat.*»⁵ Recevoir une instruction militaire équivaut à être privé de «*toute conscience humaine*» pour se transformer en «*armes de violence*» et en «*instrument de meurtre*». Ainsi, le serment militaire, par lequel le soldat jure d'obéir à ses supérieurs en toutes circonstances, lui paraît indigne, car l'exigence de garder sa liberté de conscience ne saurait souffrir aucune dérogation.

Où l'on s'aperçoit que plus de cent ans après la mort de Tolstoï, l'actualité de la guerre en Ukraine vient donner à ses pro-

pos une troublante résonance. Personne mieux que lui n'a su, en son temps et depuis, condamner la soumission des peuples à une telle institution criminelle. Les massacres de civils accomplis par les soldats russes aujourd'hui donnent raison, encore une fois, à l'auteur de *Guerre et Paix*. Des hommes revêtus d'un uniforme, abreuvés de propagandes et de mensonges, commettent, sur ordre, ou de leur propre initiative, des crimes innommables et sont coupables d'atrocités indescriptibles contre une population dont ils ne connaissent rien. Il faut redire avec force que toutes les guerres engendrent les mêmes scènes d'horreur: massacres, exactions, pillages, viols, trafics d'armes. Quelles que soient les armées, quelles que soient les causes (toujours «justes»!), quels que soient les pays.

L'objection de conscience est l'acte par lequel une personne décide de ne pas être complice de la préparation de la guerre, acte accompli en toute raison et toute conscience, tout particulièrement par le refus d'effectuer le service militaire, école d'apprentissage du meurtre. A l'échelle de notre histoire emplies de guerres et de massacres, j'affirme que l'objection de conscience au service militaire et à la guerre est certainement l'acte le plus authentique qu'un homme ou une femme sensée puisse accomplir dans sa vie pour rester fidèle aux valeurs de l'humanité, pour signifier que la guerre ne passera pas par sa personne, que la paix dans la justice et la vérité représente un vrai combat pour lequel il vaut la peine de prendre des risques.

Aujourd'hui, il nous revient de soutenir activement les réfractaires à l'armée russe. Dignes héritiers de la pensée de Tolstoï, ils attestent de la primauté des valeurs humaines essentielles contre toutes les raisons d'État. Leur rôle est désormais essentiel pour envisager une mobilisation plus large de la société russe contre l'autocrate criminel Poutine. Nous avons appris de la chute des systèmes totalitaires que les dissident·es, peu nombreux/ses au départ, peuvent être la semence qui permettra de féconder une mobilisation populaire et majoritaire. Des milliers de citoyen·nes russes sont aujourd'hui en prison pour avoir simplement manifesté pacifiquement contre la guerre. Leur courage, tout comme celui des réfractaires russes, est propre à nous faire honte et nous oblige. Notre soutien est indéfectible.

Alain Refalo

* Article paru sur le blog d'Alain Refalo: alainrefalo.blog. Alain Refalo est professeur des écoles et membre du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN).

1. <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/040422/antimilitaristes-pacifistes-objecteurs-nous-soutenons-les-refractaires-l-armee-russe>
2. *Carnet de l'officier* (1901), in *Appel aux dirigeants*, Bibliothèque Charpentier, 1902, p. 79.
3. *Sur l'importance du refus du service militaire* (1893), in *Dernières paroles*, Société du Mercure de France, 1905, p. 93.
4. *L'esclavage contemporain* (1900), in *Les rayons de l'aube*, Stock, 1901, p. 375.
5. *Ou est l'issue?* (1900), in *Les Rayons de l'aube*, op. cit. p. 411.

Dans un appel commun adressé au Parlement allemand, une large alliance de la société civile demande au *Bundestag* et au gouvernement allemand d'accorder la protection et l'asile aux objecteurs de conscience et aux déserteurs russes et biélorusses ainsi qu'ukrainiens. L'Allemagne et tous les autres pays de l'UE doivent accueillir ces personnes fuyant l'effort de guerre sans formalités administratives et leur accorder un droit de séjour permanent – et également veiller à ce que le droit humain à l'objection de conscience soit reconnu. (...)

En Ukraine également, seul un petit nombre d'objecteurs de conscience est reconnu – il s'agit notamment des membres de petites communautés religieuses telles que les Témoins de Jéhovah. Ceux qui n'appartiennent pas à une telle communauté religieuse se voient refuser la reconnaissance. Les réservistes et les soldats n'ont pas non plus la possibilité de poser leur candidature. En outre, l'interdiction actuelle faite aux hommes âgés de 18 à 60 ans de quitter le pays est en contradiction avec le Protocole n°4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui stipule que *"toute personne est libre de quitter tout pays, y compris le sien"*.

L'objection de conscience est un droit humain, comme l'a déclaré la Cour européenne des droits humains en 2011. Ce droit humain à l'objection de conscience doit être appliqué dans tous les pays, y compris ceux en guerre. Les personnes qui refusent de servir avec des armes pour des raisons de conscience et qui sont persécutées pour cela doivent être protégées.

Source: <<https://en.connection-ev.org/article-3530>>

HAUT-PARLEUR

Contre l'impérialisme russe

Bien que la majorité de la gauche ait condamné l'invasion russe de l'Ukraine, l'unité du camp de gauche fait toujours défaut. Nous voudrions nous adresser à ceux et celles de gauche qui s'en tiennent encore à la position des «torts partagés» qui considèrent la guerre comme une guerre inter-impérialiste.

Nous publions ce texte en tant que contribution à la discussion; même au sein du Forum Civique Européen, il n'existe pas de position unanime à ce sujet.

Il est grand temps que la gauche se réveille et fasse une *«analyse concrète de la situation concrète»* au lieu de reproduire les cadres usés de la guerre froide. Négliger l'impérialisme russe est une terrible erreur pour la gauche. C'est Poutine, et non l'OTAN, qui fait la guerre à l'Ukraine. C'est pourquoi il est essentiel de déplacer notre attention de l'impérialisme occidental vers l'impérialisme agressif de Poutine, qui a une base idéologique et politique en plus d'une base économique.

L'impérialisme russe se compose de deux éléments. Premièrement, il s'agit du nationalisme russe révisionniste. Après 2012, Poutine et ses institutions sont passés d'un concept civique de la nation (comme *rossiysky* =, lié à la Russie) à un concept exclusif et ethnique de la russité (comme *russkiy* = ethniquement/culturellement russe). Son agression en 2014 puis en 2022 a été légitimée par la restitution des terres «à l'origine» russes. De plus, ce concept de «russité» (ethnique) fait revivre le concept impérial de nation russe du 19^e siècle, qui réduit l'identité ukrainienne et biélorusse à des identités régionales. Selon ce point de vue, les Russes, les Biélorusses et les Ukrainien·nes forment un seul peuple. L'utilisation de ce concept dans la rhétorique officielle implique la négation d'un État ukrainien indépendant. C'est pourquoi nous ne pouvons affirmer avec certitude que Poutine souhaite uniquement la reconnaissance de la souveraineté russe sur la

Crimée et le Donbass. Poutine peut vouloir annexer ou soumettre l'ensemble de l'Ukraine, menaces qui apparaissent dans son article *«Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens»* et dans son discours du 21 février 2022. Enfin, *russkiy mir* (le monde ethnique russe) est un monde où, croyez-nous, personne ne sera heureux.

Deuxièmement, même si l'agression de Poutine est difficile à expliquer rationnellement, les événements actuels ont démontré qu'il peut être assez raisonnable, néanmoins, de prendre la rhétorique impérialiste russe pour argent comptant. L'impérialisme russe est alimenté par le désir de changer le soi-disant «ordre mondial». Ainsi, la demande de Poutine pour le retrait de l'OTAN d'Europe de l'Est peut signaler que la Russie ne s'arrêtera peut-être pas à l'Ukraine, et que la Pologne, la Lettonie, la Lituanie ou l'Estonie pourraient être les prochaines cibles de l'agression de Poutine. Il est très naïf d'exiger la démilitarisation de l'Europe de l'Est, car à la lumière des circonstances actuelles, cela ne fera qu'apaiser Poutine et rendra les pays d'Europe de l'Est vulnérables à son agression. Le discours sur l'élargissement de l'OTAN occulte le désir de Poutine de diviser les sphères d'influence en Europe entre les États-Unis et la Russie. Être dans la sphère d'influence russe signifie la subordination politique d'un pays à la Russie et la soumission à l'expansion du capital

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Mai 2022 - Nr. 314 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org



Photo: Oleksandr Glyadyelov. Source: www.nestu.org

russe. Les cas de la Géorgie et de l'Ukraine démontrent que Poutine est prêt à utiliser la force pour influencer les orientations politiques des pays qui, selon lui, souhaitent quitter la sphère d'influence russe. Il est important de comprendre que la compréhension de Poutine des agents clés de l'ordre mondial est essentiellement limitée aux États-Unis et à la Chine. Il ne reconnaît pas la souveraineté des autres pays, les considérant comme des satellites de l'un de ces agents de l'ordre international.

Poutine et son gouvernement sont très cyniques. Ils utilisent les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, l'intervention américaine en Afghanistan et l'invasion de l'Irak comme une justification pour le bombardement de l'Ukraine. Dans ce contexte, la gauche doit faire preuve de cohérence et dire non à toute agression impérialiste dans le monde. Aujourd'hui, l'agresseur impérialiste est la Russie, pas l'OTAN, et si la Russie n'est pas arrêtée en Ukraine, elle continuera certainement son agression.

De plus, il ne faut pas se faire d'illusions sur le régime de Poutine. Il n'offre aucune alternative au capitalisme occidental. C'est un capitalisme autoritaire et oligarchique. Le niveau d'inégalité en Russie a considérablement augmenté au cours des 20 années de son *leadership*. Poutine n'est pas seulement un ennemi de la classe ouvrière, mais aussi un ennemi de toutes les formes de démocratie. La participation populaire à la politique et à la vie associative est traitée avec suspicion en Russie. Poutine est essentiellement un anticommuniste et un ennemi de tout ce pour quoi la gauche s'est battue au 20^e siècle et pour laquelle elle se bat au 21^e. Dans sa vision du monde, les forts ont le droit de battre les faibles, les riches ont le droit d'exploiter les pauvres et les hommes forts au pouvoir ont le droit de prendre des décisions au nom de leur population sans pouvoir. Cette vision du monde doit être vigoureusement combattue en Ukraine.

Nous voulons répondre à la question très controversée, celle de l'aide militaire à l'Ukraine. Nous comprenons les répercussions de la militarisation sur le mouvement de gauche progressiste dans le monde et la résistance de la gauche à l'expansion de l'OTAN ou à l'intervention occidentale. Cependant, préciser le contexte est nécessaire pour fournir une

image plus complète. Tout d'abord, les pays de l'OTAN ont fourni des armes à la Russie malgré l'embargo de 2014 (France, Allemagne, Italie, Autriche, Bulgarie, République tchèque, Croatie, Slovaquie et Espagne). Ainsi, le débat sur la question de savoir si les armes envoyées dans la région finissent entre de bonnes ou de mauvaises mains semble un peu tardive. Elles sont déjà entre de mauvaises mains et les pays de l'UE ne feraient que réparer leurs torts antérieurs en fournissant des armes à l'Ukraine. De plus, les garanties de sécurité alternatives proposées par le gouvernement ukrainien nécessitent l'implication d'un certain nombre de pays et ne peuvent probablement être obtenues qu'avec leur implication.

Deuxièmement, comme de nombreux articles l'ont souligné, le régiment d'Azov est un problème. Cependant, contrairement à 2014, l'extrême droite ne joue pas un rôle prépondérant dans la guerre d'aujourd'hui, qui est devenue une guerre populaire – et nos camarades de la gauche anti-autoritaire d'Ukraine, de Russie et de Bélarus se battent ensemble contre l'impérialisme. Comme cela est devenu clair ces derniers jours, la Russie tente de compenser son échec au sol par des attaques aériennes. La défense aérienne ne donnera à Azov aucun pouvoir supplémentaire, mais elle aidera l'Ukraine à garder le contrôle de son territoire et à réduire les morts civiles, même si les négociations échouent.

À notre avis, la gauche devrait exiger:

- Le retrait immédiat de toutes les forces armées russes d'Ukraine
- De nouvelles sanctions ciblées et personnelles contre Poutine et ses multimillionnaires. (Il est important de comprendre que Poutine et son *establishment* ne se soucient que de leurs propres actifs privés; ils sont inconscients de

l'état de l'économie russe dans son ensemble. La gauche peut également utiliser cette revendication pour dénoncer l'hypocrisie de ceux qui ont parrainé le régime et l'armée de Poutine. Et qui, même maintenant continuent à vendre des armes à la Russie);

- l'embargo sur le pétrole et le gaz russes;
- un soutien militaire accru à l'Ukraine, en particulier la fourniture de systèmes de défense aérienne;
- l'introduction de soldats de la paix de l'ONU de pays non membres de l'OTAN pour protéger les civils, y compris la protection des couloirs humanitaires et la protection des centrales nucléaires (le veto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU peut être surmonté à l'Assemblée générale).

La gauche devrait également soutenir les forces de gauche ukrainiennes qui résistent, leur donner de la visibilité, répercuter leurs voix et les soutenir financièrement. Nous reconnaissons que ce sont les millions de travailleurs ukrainiens essentiels et de volontaires de l'aide humanitaire qui rendent possible une résistance supplémentaire.

Un certain nombre d'autres demandes – le soutien à tous les réfugiés en Europe, quelle que soit leur nationalité, l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, les sanctions contre les oligarques russes, etc, sont largement acceptées à gauche et nous ne les abordons donc pas ici.

L'invasion russe de l'Ukraine crée un terrible précédent pour la résolution des conflits qui comportent le risque d'une guerre nucléaire. C'est pourquoi la gauche doit proposer sa propre vision des relations internationales et de l'architecture de la sécurité internationale qui peut inclure le désarmement nucléaire multilatéral (qui sera contraignant pour toutes les puissances nucléaires) et l'institutionnalisation des réponses économiques internationales à toute agression impérialiste dans le monde. La défaite militaire de la Russie devrait être le premier pas vers la démocratisation de l'ordre mondial et la formation d'un système de sécurité internationale, et la gauche internationale doit apporter sa contribution à cette cause.

Le Mouvement socialiste russe
Sotsialnyi Rukh*

* Le Mouvement socialiste russe est une organisation politique dont la vision du socialisme démocratique est basée sur la propriété collective, la liberté politique et l'autodétermination. Elle croit que seul un mouvement de masse – de socialistes, de syndicats, de féministes, d'antifascistes et de militants écologistes – armé d'une solidarité de classe et d'un égalitarisme, peut mettre fin au règne du capital en Russie.

Sotsialnyi Rukh ('Mouvement social') est une organisation ukrainienne de gauche démocratique-socialiste qui lutte contre le capitalisme et la xénophobie. Le mouvement social unit les militants sociaux et les syndicats dans la lutte pour construire un monde meilleur sans la dictature du capital, le patriarcat et la discrimination.

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Lettre de Nijné Selichtché

Depuis le 25 février, des membres du Forum Civique Européen se sont rendu·es dans les coopératives Longo maï de Nijné Selichtché en Transcarpatie (Ukraine occidentale) et en Roumanie (Hosman, près de Sibiu) afin d'apporter leur aide dans cette situation difficile. Nous recevons régulièrement un rapport plus ou moins personnel de Nijné sur la situation actuelle¹.

Chers tous, chères toutes
Moins d'émotions et plus d'informations.

Localement

Ces derniers jours, nous nous intéressons de plus près aux personnes qui vivent provisoirement chez nous au village. La région est bondée de personnes déplacées. Pendant qu'il y en a qui rentrent dans les régions du centre et vers Kyiv, d'autres arrivent de Kharkiv et de l'Est. Très peu partent à l'étranger. Un ami qui travaille pour une organisation humanitaire d'Europe de l'Ouest a récemment enquêté dans les régions voisines et parlé avec de nombreux/ses réfugié·es. Peu surprenant mais inquiétant quand même, la Transcarpatie et l'oblast de Lviv sont les deux régions ou 80% des IDPs (*Internal Displaced Person*: personnes déplacée à l'intérieur du pays) voudraient s'installer du moins provisoirement. Chez nous au village vivent officiellement près de 500 IDPs, selon nos estimations divergentes, il y en a plusieurs centaines qui ne sont pas inscrit·es. Dans trois écoles et une douzaine d'écoles maternelles de la communauté de communes à laquelle appartient notre village vivent environ 650 IDPs. C'est l'administration qui s'est chargée de les nourrir mais, comme toujours, les structures étatiques fonctionnent moins bien que les initiatives privées ou que simplement les ONG. L'État coupe dans le budget de l'enseignement, y compris dans les salaires, pour payer les produits pour les réfugié·es. Bien évidemment les réfugié·es sont le reflet de la société ukrainienne, avec des riches et des pauvres, hormis les vraiment riches qui sont quelque part à l'étranger ou dans des hôtels, et les plus pauvres qui n'ont pas forcément eu la chance de partir à temps. La directrice du CAM-Z, qui est une professionnelle de l'humanitaire, dit que l'on peut s'attendre à ce que 20% de ces nouveaux arrivés restent dans la région, même après la fin du conflit. Selon nos impressions très subjectives, cela semble réaliste aussi dans le cas actuel. Par exemple, il y a des gens qui ont dû fuir une première fois en 2014 Louhansk ou Donetsk et ont vécu depuis huit ans dans les régions voisines du Donbass occupé. Iels ne se voient pas y retourner... Qu'est-ce qu'iels deviendront? Dans nos villages, il y a encore un autre phénomène. Rapidement après le début de la guerre, il y a des familles entières qui sont parties vers les pays voisins. Souvent, le mari se trouvait déjà en Tchèque, en travail de saison par exemple, et il a profité du règlement facilité pour faire venir sa femme et ses enfants. Nous n'avons pas de statistique sur le nombre de ces départs, peut-être une dizaine ou même vingtaine de familles. Il est trop tôt pour comprendre de quelle manière ce vide se remplira avec des personnes nouvellement arrivées. Le

prix de l'immobilier et des locations ont explosé dans la région. A Khoust, la location d'un appartement insalubre de deux chambres s'élève à plus de 600€. Une maison pratiquement inhabitable au centre de notre village coûte 25.000\$. En général nous pensons que l'arrivée des gens de l'Est est une chance pour la Transcarpatie. Il y a deux précédents historiques relativement récents: à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle, l'arrivée de nombreuses familles juives de l'empire tsariste, fuyant les pogroms. Ces juifs étaient assez bien intégrés dans les communautés villageoises. Et pendant les années 1920, c'est l'arrivée de nombreux Ukrainien·nes fuyant l'URSS et aussi la Pologne très répressive qui a sorti la population locale du moyen-âge pendant le règne tchèque, c'était en quelque sorte l'âge des Lumières pour notre région. Les personnes arrivées du Donbass après l'occupation en 2014 se sont également bien intégrées et sont bien acceptées dans la plupart des cas.

Zaporijjia

Notre ami G. est revenu d'un voyage à Zaporijjia. Il était positivement impressionné par l'effort collectif dans l'accueil des réfugié·es – tous les jours y arrivent 5000 à 6000 personnes. Toutes sont accueillies et prises en charge, nourries, logées, on leur parle et les soutient. En même temps, il raconte que ces gens qui sortent des villes bombardées depuis des semaines sont complètement traumatisés, renfermés en eux-mêmes. Il a aussi parlé de ses ami·es qui font la navette vers Marioupol pour emmener de l'aide et évacuer des personnes, quelquefois avec leur propre voiture. C'est très risqué, il y a plus d'une dizaine de postes de contrôle russes sur la route, et la mort est omniprésente. A Zaporijjia, l'administration et les initiatives privées préparent la ville à un siège et à des arrivés massives de réfugié·es. Pour cela, iels nous demandent encore plus de véhicules, des fourgons notamment.

Kharkiv

Nos ami·es à Kharkiv font un travail extraordinaire. Voici leur canal² sur telegram. Iels distribuent près de 7000 repas chauds par jour à des gens dans le besoin, en plus de produits d'alimentation. Ce serait bien de les soutenir financièrement. Les derniers jours n'étaient pas faciles. L'un de leurs volontaires a été tué par un tir d'artillerie, ainsi qu'une amie proche du fondateur de cette initiative. Un véhicule qui aidait à la distribution a été détruit par un tir de missile, heureusement il n'y avait personne dedans. Nos amis cinéastes vont s'y rendre prochainement pour réaliser un reportage vidéo.

Dnipro

Nous avons soutenu l'initiative caritative «*Les anges du salut*» avec deux bus.

Leur principal domaine d'activité est l'évacuation et l'assistance humanitaire. L'évacuation se fait en direction de l'oblast de Louhansk/Donetsk vers Dnipro. Dnipro et Zaporijjia sont les plus grands centres humanitaires pour les personnes venant de l'est de l'Ukraine.

L'équipe d'évacuation est composée d'environ 15 personnes.

Pendant la guerre, iels ont acquis auprès de différentes organisations 6 minibus, deux grands bus, un bus blindé et trois ambulances pour l'évacuation des patient·es alité·es. Une équipe d'aide humanitaire (environ 40 personnes) travaille à Dnipro et Sloviansk (région de Donetsk) dans deux entrepôts humanitaires. Des chauffeur·euses livrent de la nourriture à la ligne de front, aux abris anti-aériens et aux centres d'aide dans le Donbass. L'organisation aide également les volontaires spontané·es qui se rendent dans le Donbass avec de l'aide humanitaire. La ligne d'assistance téléphonique pour les médicaments, la nourriture et les évacuations est en service.

Depuis le début de la guerre, iels ont transporté plus de 300 tonnes d'aide humanitaire et évacué plus de 7000 personnes. Aujourd'hui, la priorité est donnée aux personnes les plus vulnérables: alitées, à mobilité réduite, mères avec enfants, familles nombreuses...

Bric-à-brac

Voici une vidéo³ réalisée par ces mêmes ami·es qui habitent avec nous depuis le début de la guerre, sur la communauté Rom d'Oujhorod (nous leurs avions donné le contact). Ce reportage a eu en quelques heures plus de 17.000 visites et de nombreux commentaires positifs par rapport aux Roms. Sur fond de ressentiment anti-roms très largement répandu en Ukraine, c'est presque un miracle. Selon le ministère de l'Agriculture de l'Ukraine, 70% des terres agricoles du pays seront cultivées cette année. Il y a des initiatives d'envergure, notamment du Canada, qui aident les gros fermiers des plaines à blé et à tournesol avec des semences. Une grande partie avait déjà été semée avant l'hiver. Hier, quatre ami·es d'Allemagne nous ont emmené encore un minibus et une fourgonnette. Ces véhicules suivront le même chemin que la dizaine qui rendent déjà des services précieux dans plusieurs villes de l'Est, Kharkiv, Dnipro, Svitlovodsk, Zaporijjia.

Nos prévisions

Une fin prochaine de la guerre semble improbable. Une capitulation ukrainienne encore plus. Même si Marioupol tombe. En tous cas, ici en Ukraine, pas de trace de défaitisme, chacun et chacune fait son travail. Dans les régions détruites et maintenant abandonnées par l'armée russe, l'on voit d'ores et déjà des grands efforts de reconstruction et de déminage.

J. et N.

Au village, en Transcarpatie

1. Ces compte-rendus sont sur le site de Radio Zinzine <radiozinzine.org>, dans la colonne événements, ainsi que des photos, des interviews et des listes de matériel recherché.

2. <<https://t.me/swtilluk>>

3. <<https://www.youtube.com/watch?v=b9QzD954948&t=3s>>

Ensemble contre Frontex

En mars, le Forum Civique s'est enfin réuni en personne. Nous avons été accueilli·es par nos ami·es du Moulin de la Culture à Nikitsch, dans la partie croatophone du Burgenland, dans l'est de l'Autriche. Pour la première fois depuis la pandémie, nous n'étions pas seulement entre nous, mais aussi avec des représentant·es de différentes initiatives que nous soutenons depuis 2016, sur la route des Balkans.

C'était l'occasion de mieux connaître les militant·es que nous n'avions rencontré·es qu'en action depuis la première délégation, dans un endroit calme et avec du temps, et de développer la collaboration au-delà d'un soutien financier. Notamment dans le travail contre Frontex.

La rencontre a bien sûr été marquée par l'horreur et l'incertitude liées à la guerre en Ukraine. Avec un peu de retard, deux représentantes de Transcarpatie sont tout de même arrivées, épuisées. Elles ont parlé de l'accueil dans le village de Nijnj Selichtché en Transcarpatie et de tout le travail accompli pour loger et nourrir les personnes qui ont fui, et souvent aussi pour organiser la poursuite de leur voyage vers la Pologne ou la Roumanie.

Les minibus financés par le FCE ne servent pas seulement à faire passer la frontière aux gens, mais aussi et surtout à les évacuer des régions menacées. Même si des trains relient encore Kyiv à Oujhorod, par exemple, le temps d'attente de deux jours dans les gares est difficilement supportable pour les mères avec des enfants en bas âge ainsi que pour les personnes âgées ou handicapées. Nos ami·es sur place ont de nombreux contacts dans le milieu de la protection de l'environnement, dans lequel iels sont parfaitement connecté·es depuis des années, et ont ainsi des informations sur les routes qui sont encore libres. Sur les routes vers l'Est, les minibus sont remplis de produits de première nécessité qui sont distribués à des groupes locaux.

Depuis les actions d'aide aux réfugié·es à grande échelle en 2015, certains groupes créés spontanément à l'époque pour accueillir des dizaines de milliers de personnes passant par la Hongrie et l'Autriche se sont transformés en véritables réseaux d'entraide. Il a été relativement facile de les réactiver pour l'Ukraine. Par exemple, Milan, engagé depuis un an dans un projet d'aide à Gran Canaria, originaire de Vienne et invité à notre rencontre, a poursuivi son voyage en Slovénie avec ses ami·es de Zagreb juste après la réunion. En tant que logisticien expérimenté de «SOS Balkanroute» en Bosnie, il a désormais pour mission de coordonner les livraisons d'aide en provenance d'Allemagne et d'Autriche pour l'Ukraine.

ComPass 071 Sarajevo

Il y a par exemple Ines de Sarajevo. Il y a des années, elle a travaillé comme bénévole à Casablanca dans un immense camp de réfugié·es où les conditions étaient à peine imaginables. Des années plus tard, elle retrouve les enfants de là-bas à Sarajevo. Cette historienne de l'art de formation s'engage auprès de *ComPass 071 Sarajevo*. Il s'agit d'une organisation humanitaire qui fournit des produits de première urgence aux réfugié·e de passage à Sarajevo. Il y a un magasin gratuit pour les vêtements et une laverie et iels préparent des colis de nourriture. En outre, il y

a une connexion Wifi gratuite. Une équipe de femmes travaille bénévolement. Elles aimeraient bien verser un petit salaire à certaines collaboratrices, mais l'argent doit d'abord suffire pour le loyer et les tâches principales. Sarajevo est une ville pleine d'étudiant·es et les bras ne manquent pas. La mégapole sert également d'abri aux réfugié·es pour l'hiver, la poursuite du voyage dans le froid étant trop dangereuse. Ines a également parlé du déménagement dans le nouveau local, plus grand. On y accueille jusqu'à cent personnes par jour. Juste en face se trouve un petit hôtel. Le gérant a accueilli des réfugié·es lors du premier hiver de la pandémie et les a défendu contre la police. Iels sont donc en bon voisinage.

Blindspots

Le collectif *Blindspots* est originaire de Leipzig. Lancé par des organisateurs/trices de festivals au chômage, *Blindspots* est actif depuis septembre 2020 à Velika Kladuša, à la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie. Lina, qui travaille comme assistante sociale à Berlin, parle des travaux de rénovation dans les bâtiments vides occupés par des réfugié·es. Iels y fabriquent des fenêtres et des portes, ainsi que des poêles, et se procurent du bois pour se chauffer et cuisiner. Ainsi, les maisons abandonnées sont au moins rudimentairement préparées pour l'hiver. Les activistes y distribuent de l'eau et des repas et collectent des témoignages sur les *pushbacks* illégaux. Iels louent de grands conteneurs et organisent ainsi elleux-mêmes un ramassage des déchets. Toutes leurs offres s'adressent bien entendu aussi à la population locale. Cela vaut d'ailleurs pour toutes les initiatives présentées ici.

Are You Syrious?

Milena présente le travail de *Are You Syrious?* (AYS). Elle est psychologue et travaille à plein temps comme rédactrice culturelle pour le quotidien bosniaque *Vecernji List*. *Are You Syrious?* est une ONG basée en Croatie qui est née en 2015 en tant qu'initiative citoyenne auto-organisée pour soutenir les personnes ayant fui leur pays. Iels ont cherché du soutien via une page Facebook et ont trouvé d'emblée 10.000 euros. Cela leur a semblé énorme, mais au bout de deux jours, tout l'argent avait déjà été dépensé. C'est alors qu'iels ont compris qu'il fallait une vraie structure et une organisation. Entre-temps, iels ont loué jusqu'à neuf entrepôts. Aujourd'hui, 200 bénévoles sont organisés en différentes équipes le long de la «route des Balkans», depuis les îles grecques jusqu'à la France. Iels gèrent un magasin gratuit, ont une cuisine mobile, actuellement à Thessalonique, et des douches mobiles, actuellement installées à Zagreb. Là-bas, *Are You Syrious?* gère un centre d'intégration où iels fournissent des conseils juridiques, des cours de langue, des vêtements, des articles d'hygiène et d'autres articles de première nécessité aux réfugié·es qui se trouvent en Croatie. Depuis 2015, *Are You Syrious?* a réalisé des reportages dans de nombreuses zones frontalières et zones de transit.

Iels surveillent systématiquement les violations des droits humains et ont cofondé le *Border Violence Monitoring Network*. Leur cas le plus marquant est celui de la mort tragique de Medina, une fillette de six ans happée par un train peu après un *pushback*. *Are You Syrious?* a déposé une plainte contre X. Après une nouvelle tentative, la famille de Medina a été repoussée illégalement une deuxième fois, exactement au même endroit où leur fille est décédée. Mais finalement, grâce à la plainte d'AYS et du *Center for Peace Studies* (Zagreb), l'État croate a été condamné par la Cour européenne des droits humains pour expulsion contraire aux droits humains.*

Iels sont régulièrement durement criminalisé·es pour leur travail d'avocat·es; iels sont confronté·es à des menaces de mort, des procédures judiciaires, des menaces d'emprisonnement, d'énormes amendes et



Rues de Berlin, Arte Vilu, source: Are You Syrious?

même à la tentative du ministère croate de l'Intérieur d'interdire leur travail en Croatie.

Lors d'une soirée, Milena et Ines ont évoqué leurs souvenirs de la guerre de Yougoslavie, qu'elles ont vécue lorsqu'elles avaient huit ans. Elles nous ont parlé du ressentiment persistant contre la population musulmane, des crimes passés sous silence et du traumatisme collectif. On parle beaucoup de la violence policière, mais peu du soutien de la population bosniaque aux personnes en fuite. Nulle part sur la route des Balkans, la solidarité de la population locale, qui se souvient encore trop bien de ses propres histoires de guerre, ne serait aussi forte qu'en Bosnie.

Réseau de surveillance des violences frontalières

Alexandra, juriste roumaine, évoque le rôle de Frontex et l'importance de la mise en réseau et du travail d'information et pourquoi cela ne suffit plus. Elle travaille pour le *Border Violence Monitoring Network* (BVMN). En tant que réseau indépendant d'ONG et d'associations, il a été fondé en 2016 pour surveiller, en particulier dans les Balkans et en Grèce, les violations des droits humains aux frontières extérieures de l'Union européenne et pour s'engager à mettre fin à la violence contre les réfugiés.

Le BVMN publie des rapports mensuels sur les *pushbacks* en Grèce et le long de la route des Balkans. Chaque rapport analyse en détail ces *pushbacks* dans certaines zones géographiques, l'escalade de la violence et d'autres questions importantes. Tous les rapports sont librement accessibles et servent de base au travail de lobbying du réseau au

niveau européen. Le BVMN participe à des réunions avec des parlementaires européens afin de dénoncer les violations des droits humains aux frontières et de promouvoir une meilleure organisation pour les migrant·es dans le respect total des droits humains.

Le BVMN est reconnu dans toute l'Europe pour la fiabilité de ses informations. Par exemple, l'ambassade suisse demande chaque année au BVMN quelle est la situation dans les pays de Dublin vers lesquels la Suisse expulse.

Alexandra explique également pourquoi la rédaction de rapports ne suffit plus. Il faut mener davantage de procédures juridiques pour mettre fin à l'impunité des agressions inhumaines commises par les fonctionnaires de Frontex et pour obtenir un contrôle démocratique de Frontex.

Les plaintes directes contre Frontex ne sont toutefois pas autorisées, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une personne morale, mais «seulement» d'une agence. Il est certes possible de porter plainte contre des fonctionnaires travaillant pour Frontex, mais c'est extrêmement difficile pour de nombreuses raisons, car Frontex fait tout pour dissimuler qui est en mission, où et quand, et avec quelle mission. De plus, les migrant·es lésés·es ont souvent peur d'être retraumatisés·es et ont rarement la possibilité d'aller jusqu'au bout des procédures, qui peuvent durer des années. Nous avons décidé de créer un fonds d'aide spécial pour soutenir les procédures juridiques des personnes réfugiées concernées.

Johannes Dahmke

Membre du Forum Civique Européen

* Voir Archipel 309 (dernière page), décembre 2021

CODETRAS/HUELVA

Rencontres inter-collectifs dans la Crau...

... Pour la défense des droits des travailleur·euses étranger·es dans l'agriculture européenne.

Début février 2022, le Codetras accueillait le collectif des *Jornaleras de Huelva en Lucha* (Les saisonnières de Huelva en lutte) pour quatre jours de rencontres au Mas de Granier. Cette semaine était l'occasion de concrétiser des premiers liens créés ces derniers mois en Andalousie. Exploitation et précarisation des travailleurs et surtout des travailleuses agricoles étrangères, impunité des grosses entreprises agricoles, mélange savant et explosif entre racisme, sexisme et capitalisme... Les problématiques sont largement partagées et méritent de l'être.

La province de Huelva est la plus grosse région productrice de fraises d'Europe avec 340.000 tonnes produites en 2018-2019 pour un chiffre d'affaires de 554 millions d'euros mais avec un salaire de 42 euros par jour pour les ramasseuses, en dessous des conventions collectives nationales. C'est dans ce contexte qu'est créé le collectif des *Jornaleras de Huelva en lucha* en 2018, dans la foulée du mouvement de manifestations et de dénonciations de viols et de violences sexuelles sur des travailleuses de la fraise à Huelva. Najat Bassit et Ana Pinto, les deux co-fondatrices du collectif, ont

elles-mêmes travaillé quinze ans dans les serres de fruits rouges de la région. Blacklistées du milieu agricole pour leur engagement politique, elles sont les deux personnes visibles du collectif mais elles travaillent avec tout un réseau de femmes qui sont encore employées dans les entreprises et vivent parfois dans les *chabolas* (bidonvilles où vivent certain·es travailleur·euses étranger·ères) et leur font remonter les informations. Elles collaborent aussi avec une coopérative d'avocates à Madrid. Une campagne de *crowd funding* leur a permis de récolter 30.000 euros, de quoi financer deux salaires

jusqu'à septembre prochain. Récemment, avec d'autres collectifs de travailleuses domestiques (et notamment *las Kellys*, un mouvement de lutte de travailleuses domestiques en Espagne) et de travailleuses du sexe de Séville, elles ont fondé un syndicat: la SOA (*Sindical Obrera Andaluza*). Elles entendent ainsi faire converger les luttes autour d'un syndicalisme résolument féministe et antiraciste en Espagne, mais aussi au-delà des frontières nationales. Journaliste indépendante, Nazaret Carlo, faisait aussi partie de la délégation accueillie dans la Crau. Elle travaille depuis plusieurs années sur les questions de féminisme et de syndicalisme et accompagne le collectif dans les dénonciations de pratiques des entreprises agricoles et dans l'écriture collective de leur mouvement. Elle fait aussi partie de la *Laboratoria**, un collectif de recherche et d'investigation féministe à Madrid qui tisse des liens avec d'autres organisations et collectifs féministes à travers le monde. Du 16 au 20 février derniers, elles organisaient une *escuelita sindical* à Madrid entre des féministes syndicalistes et travailleuses du sexe, saisonnières agricoles et travailleuses domestiques d'Espagne, d'Équateur, d'Argentine et de France où le Codetras était aussi représenté.

Trois membres du collectif italien *Campagne in Lotta* (Campagne en lutte) étaient aussi invité·es à se joindre aux échanges organisés à la *Cancha del Zurdo*, un des tournois de volley dominicains organisés par des personnes de la communauté équatorienne de Beaucaire. Créé dans la région des Pouilles, au sud de l'Italie, le collectif est composé d'Italien·nes solidaires auxquelles se sont jointes des travailleur·euses étrangères, beaucoup d'Afrique de l'Ouest, embauchées dans les champs de tomates destinées à l'industrie.

Sans papiers, les travailleur·euses y sont doublement exploité·es et payé·es à la tâche, à 3,5 euros la cagette de tomates, soit 10 heures de travail quotidien pour 35 euros. Mahamadou, un des porte-parole du collectif présent à Beaucaire, dénonçait la réduction des travailleur·euses agricoles étrangères dans le sud de l'Italie à leur condition de personnes sans papiers: «On est jeté·es dans des campagnes et de là, nous essayons de sortir pour aller travailler, pour travailler pour notre survie. A partir du moment où on a été bloqué·es, où on a été privé·es de tout, on s'est solidarisé·es et on a intégré le collectif pour, au moins, créer un bloc pour forcer, avoir notre liberté.»

Fin 2019, pour réclamer la régularisation immédiate de toutes les personnes sans papiers, le collectif a réussi une opération de blocage du port de Foggia, un des plus gros ports du sud de l'Italie. Une pluie de procès s'est abattue sur elleux, donnant lieu à des grosses amendes, des frais de justice exorbitants et des interdictions de territoire dans les provinces dans lesquelles iels s'organisent, comme c'est l'habitude des politiques de répression des autorités italiennes ces dernières années.

Les 6 et 7 avril prochains, les *Jornaleras* organisent un contre-sommet des producteurs de fraises de Huelva pour faire entendre les voix de celles sans qui la poule aux œufs d'or que représente la fraise andalouse ne serait rien. Des discussions, tables rondes et rencontres inter-collectifs y seront organisées.

Hélène Servel

Journaliste - MarsActu

* <www.laboratoria.red>

Le business cynique des mères porteuses

L'Ukraine est l'un des rares pays où la maternité de substitution commerciale est autorisée*. Depuis l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, les jeunes femmes enceintes sont condamnées à rester dans des zones de combat. En effet, si elles quittaient le pays et que l'enfant qui leur a été implanté naissait ailleurs, les parents génétiques n'auraient plus aucun droit sur le bébé.

Nous savons que les femmes souffrent particulièrement en temps de guerre. Toutes sortes de violences sont exercées sur elles, elles sont utilisées comme des marchandises commercialisables et doivent souvent vendre leur corps pour sauver leur vie et celle de leurs enfants.

En Ukraine, une autre conséquence tragique de la guerre vient s'ajouter pour des centaines de femmes.

Il s'agit de ce que l'on appelle les mères porteuses. Il s'agit de femmes qui, contre rémunération, portent un bébé avec lequel elles n'ont aucun lien, et encore moins de parenté. On estime à 2000 le nombre d'enfants mis au monde chaque année en Ukraine pour des parents étrangers. Les femmes doivent accoucher sur le sol ukrainien, sinon l'enfant ne peut légalement pas appartenir aux parents étrangers génétiques. Si elles accouchent à l'étranger, elles deviennent elles-mêmes mères. Après le début de la guerre, la plus grande clinique de reproduction ukrainienne BioTexCom a mis en garde ses clients à l'étranger dans un message Facebook: une naissance en dehors de l'Ukraine aurait des conséquences juridiques, car la maternité de substitution est illégale dans la plupart des pays. La mère porteuse serait considérée comme une mère et la tentative de transfert de l'enfant serait qualifiée de trafic d'enfants. Les parents d'intention ne seraient donc jamais reconnus comme parents de l'enfant.

La plus grande clinique de reproduction de BioTexCom se trouve à Kyiv. L'entreprise met en relation des mères porteuses avec des couples et des individus du monde entier. La procédure d'adoption après la naissance doit se faire en Ukraine, ce qui est devenu pratiquement impossible compte tenu du fait que beaucoup d'ambassades sont désormais fermées. De nombreuses mères porteuses vivent également dans d'autres villes, comme Kharkiv. Ces femmes sont désormais condamnées à rester dans la zone de guerre. Beaucoup de ces femmes ont elles-mêmes des enfants et ont dû s'en séparer, car ils ont fui à l'étranger avec d'autres membres de leur famille.

Peu avant le début de la guerre, BioTexCom avait publié sur Youtube une vidéo dont le cynisme est difficilement égalable. Elle était censée rassurer les parents d'intention en Allemagne et ailleurs. Dans cette vidéo, on peut voir un abri antiaérien dans lequel sont stockés des boîtes de nourriture, des aliments pour bébés, des couches, des masques à gaz, des matelas et des sacs de couchage. Selon BioTexCom, les femmes, ainsi que les nouveaux-nés, peuvent s'y sentir très à l'aise. «Si des actes de guerre devaient avoir lieu à Kyiv, nous pouvons garantir à nos clients

qu'eux et leurs enfants seront en sécurité chez nous». L'abri antiaérien pourrait offrir un séjour «confortable» à 200 personnes.

Conséquences psychiques et physiques

Mais ce qui se passe dans le corps et l'âme de ces jeunes femmes (la plupart ont entre 18 et 30 ans), l'entreprise jusqu'alors florissante s'en moque éperdument. Depuis le début de la guerre, les responsables sont très difficiles à atteindre. Les futurs parents à l'étranger qui s'inquiétaient pour «leur mère porteuse» ont été informés par téléphone qu'ils devaient s'abstenir d'entrer en contact avec elle.

Entre-temps, Kyiv a été bombardée pendant un mois. La guerre a mis à nu l'abomination d'un commerce qui permet aux sociétés de reproduction de faire des bénéfices sur le dos des femmes vulnérables. «Personne ne demande qui s'occupe des soins médicaux de ces jeunes femmes dans les maisons et les hôpitaux bombardés», déplore Susanne Kummer, directrice de l'institut de bioéthique viennois IMABE. *De facto*, les femmes n'ont droit à aucun paiement ou dédommagement. Ceux-ci ne sont versés par les agences que lorsqu'un bébé en bonne santé est livré, comme le prévoit le contrat.

Un aperçu de la situation: aux Etats-Unis, les agences de placement reçoivent (bénéfice net) jusqu'à 60.000 dollars par bébé. En Ukraine, ce montant n'est «que» de 30.000 euros. La solution la moins chère consiste à faire porter un bébé en Inde. Les mères porteuses elles-mêmes ne reçoivent qu'un tiers

environ de ces sommes, qui sont payées en plus par les parents d'intention. Et cela seulement si tout «fonctionne» bien. Ce qui arrive aux femmes lorsqu'elles mettent au monde un enfant malade ou handicapé, ou lorsqu'elles font une fausse couche, les contraintes psychiques et physiques auxquelles elles sont exposées, cela n'intéressait jusqu'à présent pas grand monde.

Carolin Schurr, directrice du département de Géographie sociale et culturelle de l'Université de Berne, dénonce les abus et l'inégalité de traitement des mères porteuses: «En Ukraine, les mères porteuses ne reçoivent généralement qu'une fraction de l'argent payé par les clients occidentaux ou chinois. Une fois qu'elles ont donné naissance à l'enfant, plus personne ne s'intéresse à elles». Ce qui est certain, c'est que le stress provoqué par de telles situations de guerre peut entraîner des fausses couches. Les séquelles d'une maternité de substitution ne sont pas rares, dit Schnurr: «Cela va des problèmes physiques comme la stérilité de la mère porteuse jusqu'aux traumatismes, parce que le nouveau-né est retiré aux mères porteuses peu après la naissance».

La plate-forme autrichienne «Stop à la maternité de substitution» demande une interdiction mondiale: «La maternité de substitution est synonyme de trafic d'enfants et, dans la plupart des cas, d'exploitation de femmes en situation précaire, ce qui est contraire à la Convention des Nations unies relative aux droits humains et à la Convention relative aux droits de l'enfant».

Il est difficile d'évaluer les graves conséquences pour les femmes et les enfants concernées par ce commerce inhumain et brutal et, en fin de compte, même pour les parents d'intention. Quoi qu'il en soit, de telles entreprises, abcès du capitalisme libéral, devraient, à mon avis, être catégoriquement interdites.

Constanze Warta

* Les autres pays: les États-Unis, la Russie, la Géorgie, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Sources: «Les mères porteuses prisonnières de la guerre», 14/04/2022, revue en ligne *FrauenSicht*, article de Barbara Marti (rédactrice et éditrice).
The Guardian-en ligne, 10/04/2022
20 minutes, 4/03/2022
Zeit-online, 04/20141. <www.laboratoria.red>



Illustration M. Arrox pour Archipel

Sankara et compagnons

Thomas Sankara, président du Burkina Faso qui menait une politique d'émancipation nationale, de développement du pays, de lutte contre la corruption ou encore de libération des femmes avait été abattu le 15 octobre 1987, lors d'un coup d'État qui avait amené au pouvoir Blaise Compaoré. Son souvenir reste vivace dans la jeunesse burkinabée mais aussi plus généralement en Afrique. Le procès des responsabilités dans son assassinat s'est ouvert le 11 octobre 2021, 34 ans après, à Ouagadougou. Il est aujourd'hui parvenu à son terme, mais le combat pour la vérité continue.

C'est avec grande satisfaction que nous apprenons la fin de ce premier procès historique, marqué par la condamnation à perpétuité de Blaise Compaoré, Gilbert Diendéré et Hyacinthe Kafando. Rien n'était joué en effet. Mais si l'essentiel du complot national a pu être démêlé par les six mois de débats, celui pour faire émerger la vérité sur le complot international continue. Des manœuvres de toutes sortes ont tenté d'entraver la justice, au premier rang desquelles :

- le blocage de toutes procédures judiciaires sous le régime de Blaise Compaoré;
- la volte-face du Comité des droits humains de l'ONU en 2008, occultant le fait que celui-ci avait demandé une enquête deux ans auparavant;
- l'exfiltration de Blaise Compaoré par les forces spéciales françaises, après l'insurrection de 2014, soustrait ainsi à la justice de son pays;
- la lenteur de la part des autorités françaises, refusant en réalité de livrer les documents «*secret défense*» pourtant promis par le président Emmanuel Macron en novembre 2017 à Ouagadougou;
- l'ultime tentative d'avocats de la défense de suspendre le procès, à la suite du coup d'État de janvier 2022.

Comme nous l'avons déjà dit, la tenue même de ce procès constitue une victoire. L'aboutissement, faut-il le rappeler, est le résultat d'un engagement citoyen durant des années, parachevé par la magnifique insurrection d'octobre 2014, et d'une mobilisation internationale. C'est aussi la démonstration de l'utilité du local et du global, de la solidarité, et de l'engagement pour la paix et la justice.

Nous remercions aussi tous ceux et celles, innombrables à travers le monde, qui ont participé aux campagnes pour réclamer justice, dont celle de notre réseau international *Justice pour Sankara justice pour l'Afrique** qui n'a cessé d'agir, d'alerter et d'informer depuis 2008.

Près de six mois de procès, dans un pays en proie à la guerre, est une véritable gageure. Nous tenons à saluer le travail des avocats de la partie civile, de certaines de la défense qui ont pris à cœur de jouer leur rôle, l'engagement du juge d'instruction François Yaméogo qui a mené son enquête avec rigueur et constance, l'autorité et l'équité dont a fait preuve le président du jury Urbain Méda lors du procès.

Nous tenons à saluer aussi Mariam Sankara pour son courage, sa dignité, sa ténacité tout au long du long combat qu'elle a mené, ainsi que les frères et sœurs qui ont déjoué au Burkina les tentatives de manipulations du régime de Blaise Compaoré.

En ces instants, notre pensée va aussi aux différentes familles des victimes, celles de Thomas Sankara, Bonaventure Compaoré, Christophe Saba, Frédéric Kiemdé, Patrice Zagré, Paulin Babou Bamouni, Abdoulaye

Gouem, Emmanuel Bationo, Hamado Sawadogo, Noufou Sawadogo, Wallilaye Ouédraogo, Paténéma Soré et Der Somda en espérant que les condamnations prononcées puissent en partie atténuer leur douleur et permettre à chaque famille de pouvoir enfin faire son deuil.

On ne peut que regretter l'absence de Blaise Compaoré et de Hyacinthe Kafando, le chef du commando. Nous exigeons que la Côte d'Ivoire procède à leur extradition. Ils ont choisi la fuite plutôt que de venir s'expliquer et se défendre.

Malheureusement, la volte-face de certains témoins par rapport à ce qu'ils avaient déclaré lors de leurs auditions a montré que la peur n'avait pas disparu. Mais pour l'essentiel, l'enquête puis la tenue du procès, ont permis de démêler les fils du complot, du moins pour son volet national. Il est établi que le 15 octobre, le commando est parti du domicile de Blaise Compaoré. Thomas Sankara et ses collaborateurs ont été tués sans sommations, ainsi que les gardes et gendarmes présents sur place de jour-là. Le lieutenant Koama, proche de Tho-

mas Sankara, le plus à même d'intervenir pour le défendre, avait été assassiné quelques temps auparavant. Gilbert Diendéré, présent sur les lieux, donnait les ordres pour envoyer des groupes de soldats sécuriser la ville et prendre le contrôle des garnisons qui auraient pu réagir.

Pour autant, ce combat n'est pas terminé. L'État français n'a toujours pas réellement fourni ses documents «*secret défense*». Nous continuerons à faire pression pour que soit tenue la promesse faite par le président Macron à Ouagadougou en novembre 2017.

Nous appelons toutes les forces démocratiques éprises de justice, de France, des États-Unis, de Côte d'Ivoire, du Togo, de la Libye, du Liberia et de la Sierra Leone à intervenir auprès de leurs gouvernements respectifs afin qu'ils collaborent sincèrement avec la justice burkinabée. L'affaire «*Sankara et compagnons*» n'est pas terminée. L'enquête sur le volet international doit continuer. Notre réseau va rester mobilisé.

Fait à Ouagadougou, Banfora, Bobo Dioulasso, Ottawa, Nîmes, Niamey, Montpellier, Berlin, Dakar, Sabadel, Barcelone, Marseille, Ajaccio, Toulouse, Las Palmas, Turin, Rome, Toronto, Albany, New York

entre le 6 et le 8 avril 2022.

Le Réseau international

Justice pour Sankara, justice pour l'Afrique

* <contactjusticepoursankara@gmail.com>. Vous trouverez sur <www.thomassankara.net/tribune-insupportable-lusage-extensif-devoies-secret-defense-bloque-enquetes-judiciaires> un communiqué du *Collectif secret défense un enjeu démocratique*, dont fait partie notre réseau, qui s'adressait aux candidats aux élections présidentielles françaises du 10 avril dernier.

HAUT-PARLEUR

Appel à mobilisations face à la réunion interministérielle de l'OMC, en juin à Genève

Depuis la création de l'OMC en 1995, la Via Campesina n'a cessé de dénoncer les politiques néolibérales et de promotion du libre-échange qui détruisent les paysannes du monde et désertent les systèmes alimentaires locaux. De Seattle à Cancun, de Hong Kong à Buenos Aires, nous avons lutté contre l'imposition d'un nouvel ordre commercial au service des très grandes entreprises et des milliardaires.

Nos mobilisations ont permis de bloquer les négociations. Depuis 2001 et l'accord de Doha, aucun nouvel accord de l'OMC n'a jamais pu être adopté. Cependant, l'accord de Marrakech s'applique; il oblige à ouvrir les marchés aux entreprises multinationales et empêche la mise en place de politiques publiques ambitieuses en faveur des paysannes et des autres petits producteurs/trices. De plus, les accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux se sont multipliés.

Les politiques néolibérales et d'imposition du libre-échange ont fortement fragilisé les paysannes du monde entier. Elles poussent les pays à donner la priorité aux cultures d'exportation et à dépendre des importations pour nourrir leur population. Elles accentuent l'accaparement des ressources par les multinationales, au détriment des paysannes et des communautés locales. Elles aggravent le réchauffement climatique en favorisant les monocultures industrielles, les déforestations, la surexploitation des sols et de l'eau ainsi que les pertes de biodiversité.

Aujourd'hui, avec la pandémie de COVID-19, avec les événements extrêmes liés au réchauffement climatique et avec la guerre en Ukraine, le constat est sans appel: faire dépendre la sécurité alimentaire des peuples du commerce international et des entreprises multinationales est criminel. Cela doit cesser. L'OMC doit sortir de l'agriculture. La souveraineté alimentaire doit être la base des politiques agricoles et alimentaires dans chaque pays et au niveau international.

En juin 2022, la réunion interministérielle de l'OMC se réunira à Genève. La Via Campesina appelle la société civile à se mobiliser pour dénoncer cette organisation criminelle et défendre la souveraineté alimentaire des peuples.

Le Conseil des Droits humains de l'ONU se réunit aussi fin juin à Genève. Ce sera l'occasion pour les mouvements paysans du monde entier d'affirmer que l'alternative doit se fonder sur les droits paysans et d'exiger des procédures pour l'application de la déclaration des droits paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP)

Manifestation samedi 11 juin 2022, 14h à Genève.

A bas l'OMC !

La souveraineté alimentaire, Maintenant!

Les droits paysans, Maintenant!